



RAPPORT STRATÉGIQUE · ÉVALUATION DES RISQUES STRATÉGIQUES

Ceuta 2026

Stratégie et risque après l'entrée massive des 30 et 31 juillet

ESPAGNE · MAROC · UNION EUROPÉENNE

Analyse arrêtée au 24 septembre 2026 (mise à jour après les élections marocaines du 23 septembre)

Responsable éditoriale Miriam Herrero, CEO et associée fondatrice

Scénarios Horizon 90 jours · horizon de suivi : 31 décembre 2026

Nature Analyse de renseignement sans finalité commerciale · sources ouvertes

USAGE RESTREINT · NON CLASSIFIÉ

01 · JUGEMENTS CLÉS

Cinq jugements qui structurent le rapport

Chaque jugement porte son étiquette épistémique et son niveau de confiance. Les faits vérifiés sont maintenus séparés de la lecture propre à J&H.

KJ-1

FAIT

CONFIANCE ÉLEVÉE

L'entrée des 30 et 31 juillet a atteint une ampleur très supérieure à celle de 2021 ; aucun bilan chiffré unique ne fait encore autorité.

Le gouvernement espagnol situe les entrées autour de 70 000 personnes (Sánchez, 3 et 9 septembre) ; le porte-parole du ministère marocain de l'Intérieur a parlé d'environ 40 000. En mai 2021, il y en avait eu plus de 8 000 en 48 heures selon le ministère espagnol de l'Intérieur (environ 9 000 selon le Panorama stratégique 2026 du CESEDEN). La majorité est retournée au Maroc en quelques heures ou quelques jours. Aujourd'hui, environ 10 000 personnes demeureraient selon des sources gouvernementales et environ 13 000 selon le gouvernement de Ceuta.

KJ-2

JUGEMENT

CONFIANCE MODÉRÉE

Des éléments préliminaires étayent l'hypothèse d'une permissivité des forces marocaines ; rien ne permet toutefois d'établir à ce stade qu'elle ait été dirigée par l'État.

Une ordonnance de l'Audiencia Nacional de début septembre évoque un comportement ayant facilité les franchissements depuis le Maroc, et, selon la presse, un rapport du CENIF soutient qu'il y a eu facilitation active. Le gouvernement espagnol affirme qu'il n'existe pas de preuve concluante sur l'auteur ; Rabat nie toute implication. La procédure en est au stade de l'instruction préliminaire. Le scénario de référence de J&H traite la permissivité comme probable et l'intentionnalité étatique comme une hypothèse ouverte. Le 21 septembre, Sánchez a déclaré à CNN qu'il est « évident » que le contrôle marocain a « échoué », après avoir nié le 9 septembre l'existence de preuves solides contre Rabat ; Vivas a répliqué le 23 septembre qu'il y avait eu une collaboration « active ou passive ». Aucune de ces déclarations n'apporte de preuve nouvelle sur H2 ou H3.

KJ-3

FAIT

CONFIANCE ÉLEVÉE

JUGEMENT

CONFIANCE MODÉRÉE

L'arrêt STS 814/2026 a changé le cadre d'action à la frontière ; son rôle éventuel comme facteur déclencheur relève de l'analyse, et non d'un fait établi.

Fait : l'arrêt STS 814/2026 (29 juin ; communiqué par le CGPJ le 8 juillet) a exclu le rejet à la frontière pour les personnes entrant à la nage. Le ministère espagnol de l'Intérieur et le ministère marocain de l'Intérieur le citent comme facteur d'attraction. L'arrêt lui-même admet que des dispositifs de confinement maritime pourraient rétablir ce régime ; depuis le 1er août, une barrière pneumatique de 500 m est installée sur la digue du Tarajal. Jugement : J&H considère que l'arrêt a pu agir comme facteur facilitateur, aux côtés des appels sur les réseaux et de la permissivité dans la surveillance ; aucune source ne démontre qu'il en ait été la cause unique.

KJ-4

JUGEMENT

CONFIANCE MODÉRÉE

Le risque à 90 jours dépend davantage de la coïncidence des calendriers et des déclencheurs que d'une répétition à l'identique des événements des 30 et 31 juillet.

Campagne et élections marocaines (23 septembre) avec un discours souverainiste unanime et un communiqué officiel du 10 septembre avertissant de « tensions récurrentes » ; tension institutionnelle en Espagne ; saturation de la capacité d'accueil à Ceuta ; et deux déclencheurs sans date fixe, la loi sur la nationalité sahraouie et la visite des rois. La souveraineté espagnole n'est pas juridiquement en cause — le Parlement européen l'a réaffirmée le 17 septembre —, mais elle fait l'objet d'une instrumentalisation politique et de messages contradictoires aux États-Unis comme au sein du Parlement européen lui-même.

KJ-5

APPRÉCIATION

CONFIANCE MODÉRÉE

Le coût économique et réputationnel de Ceuta pourrait se prolonger au-delà de la phase migratoire.

La Chambre de commerce chiffre à 33 M€ les pertes directes jusqu'au 31 août et estime à 170,1 M€ le dommage indirect. Ce sont des estimations de parties prenantes, non auditées. Pour les organisations actives dans la ville, Ceuta présente désormais des risques accrus en matière de frontière et de continuité opérationnelle.

ANALYSE DE J&H

Le système repose sur une coopération dont les deux parties ont besoin et qu'aucune ne peut exercer sans coût politique interne. C'est la variable centrale à surveiller dans ce rapport.

MISE À JOUR · ARRÊTÉ AU 24 SEPTEMBRE 2026

Ce qui a changé depuis le 19 septembre

Reprend les faits marquants des 20 et 23 septembre. Ne remplace pas le reste du rapport, arrêté au 19 septembre à l'exception de cette page et des ajustements ponctuels signalés dans le texte.

FAIT

Élections législatives au Maroc (23 septembre)

Le Parti Authenticité et Modernité (PAM) l'emporte, avec 97 des 395 sièges, devant le Rassemblement National des Indépendants (RNI, 66), l'Istiqlal (65) et le Parti Justice et Développement (PJD, islamiste modéré, qui passe de 13 à 54). L'abstention a atteint 61,9–62 %, la plus élevée en vingt ans, avec une participation de 38,02 %. Le PAM, le RNI et l'Istiqlal formaient déjà la coalition sortante ; aucune source fiable ne confirme s'ils la maintiendront ni qui dirigera le prochain gouvernement.

FAIT

La frontière de Ceuta le jour du scrutin (23 septembre)

Des appels sur les réseaux sociaux invitaient à traverser en profitant du jour des élections marocaines. La frontière est restée calme, avec un renfort d'environ 1 300 agents de la Police nationale et de la Garde civile côté Ceuta et environ 3 000 effectifs marocains côté Fnideq. Le syndicat policier SUP a affirmé, sans confirmation du ministère de l'Intérieur, qu'environ 150 personnes auraient tenté de traverser à la nage à Benzú ; quatre personnes ont été arrêtées à Fnideq après des affrontements avec les forces marocaines. Aucune nouvelle entrée massive n'a été enregistrée.

JUGEMENT

CONFIANCE FAIBLE

L'appel du 20 septembre

La « marche de la colère » appelée sur les réseaux marocains pour le 20 septembre devant l'ambassade d'Espagne à Rabat n'avait pas d'organisateur identifié. Aucun bilan public de sa tenue, de son parcours ou de son affluence n'a été localisé ; un autre appel, sans lien confirmé avec le précédent, invitait à traverser la frontière le jour des élections (23 septembre).

FAIT

Déclarations de Sánchez et de Vivas

Le 21 septembre, à New York, Sánchez a déclaré à CNN qu'il est « évident » que le contrôle frontalier marocain a « échoué » et que l'Espagne a demandé à Rabat des « réponses et des actions » ; il nuance ainsi ce qu'il avait dit le 9 septembre, lorsqu'il affirmait qu'il n'existait pas de preuves solides contre le Maroc. Le 23 septembre, Vivas a répondu qu'un « échec » n'expliquait pas la mobilisation de 80 000 personnes à l'insu des autorités marocaines, et a soutenu qu'il y avait eu une collaboration « active ou passive ». J&H considère qu'aucune de ces deux déclarations n'apporte de preuve nouvelle sur H2 ou H3.

FAIT

Digue du Tarajal

Le gouvernement de Ceuta a dénoncé le fait que le système de bouées était partiellement immergé. Le ministère de l'Intérieur a engagé les démarches pour prolonger la digue avec un mur de 100 m de « peignes inversés » remplaçant la barrière flottante provisoire.

ANALYSE DE J&H

Aucun de ces faits ne justifie à lui seul de modifier les fourchettes de risque ou les scénarios du rapport : il n'y a pas eu de nouvelle entrée massive, la frontière a tenu sous pression, et l'attribution reste non résolue. Le changement le plus notable relève du discours, non des faits sur le terrain : pour la première fois, le gouvernement lui-même reconnaît un échec du contrôle marocain, ce qui pourrait accentuer le risque R4 si Rabat y voit une mise en cause publique. J&H maintient les fourchettes inchangées et suivra le résultat de la formation du gouvernement au Maroc ainsi que la réponse de Rabat à la déclaration de Sánchez.

02 · RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce qui s'est passé, ce qui est établi et ce qui ne l'est pas

Le 30 juillet, pendant la Fête du Trône marocaine, des milliers de personnes ont traversé par la mer et par la digue du Tarajal vers Ceuta. Sept semaines plus tard, l'urgence a laissé place à une phase de gestion marquée par une capacité saturée, une instruction judiciaire et un différend politique.

FAIT

Contexte immédiat

Entre le 20 et le 26 juillet, la Garde civile a enregistré 279 entrées à la nage à Ceuta et Melilla (205 à Ceuta), soit 195 de plus que la semaine précédente (note du CCOE, 29 juillet). Selon le ministère de l'Intérieur, il n'y avait pas eu d'arrivées par mer à Ceuta en 2026 jusqu'au 15 juillet ; il y en avait eu quatre en 2025 et 28 en 2024. Le 29 juillet, le CNI (renseignement) a informé la Délégation du gouvernement de l'existence d'appels sur les réseaux à un « assaut par la clôture et par la mer » le lendemain, et a transmis une note aux services marocains.

FAIT

Ce que montrent les 40 documents déclassifiés

Le gouvernement a publié, le 9 septembre, des rapports et communications du 1er au 31 juillet (CNI, Police nationale, Garde civile, CIFAS). Ils confirment des avertissements préalables et des qualifications de « risque très élevé » pour les entrées à la nage. Aucun n'anticipe une entrée de 70 000 à 80 000 personnes, ni ne prouve en soi que le Maroc l'ait organisée ; plusieurs décrivent une passivité de ses forces lorsque la situation avait déjà débordé.

FAIT

Phase actuelle

Les places d'accueil sont passées de 500 à plus de 6 000 (Sánchez, 14 septembre), avec un objectif proche de 10 000. Le 18 septembre, 1 700 personnes ont été transférées vers le dispositif du port, d'une capacité d'environ 1 800 places ; on estimait à plus de 4 000 les personnes réparties entre les plages de Benítez et d'El Trampolín. L'Audiencia Nacional a rejeté la demande de mesure conservatoire extrêmement urgente du syndicat SUP (17 septembre) et a admis son recours à l'examen (annoncé le 19 septembre). Le 27 août, des manifestations de riverains ont dégénéré en blocage de la Croix-Rouge, en incendie d'effets personnels dans des campements informels et en charges policières ; selon la police, une soixantaine de migrants ont attaqué ce jour-là un véhicule transportant quatre militaires et douze personnes ont été arrêtées (Euronews, El Progreso). Le 25 août, le décret royal 681/2026 a déclaré la situation à Ceuta d'intérêt pour la Sécurité nationale jusqu'au 31 décembre, renouvelable, et a désigné le ministre de la Politique territoriale comme Autorité fonctionnelle, ou « commandement unique » (BOE, 26 août).

CHIFFRES CONTESTÉS

FAIT

SOURCES DÉTAILLÉES PAR CELLULE

ÉLÉMENT	GOUVERNEMENT ESPAGNOL	AUTRES SOURCES	ANALYSE
Entrées des 30–31 juil.	≈70 000 (Sánchez, 3 et 9 sept.) ; le ministère de l'Intérieur a donné 72 000 (4 août)	≈40 000 (ministère marocain de l'Intérieur, 2 août) ; 80 000 (Vivas, 3 août)	Aucun chiffre audité
Décès	75 (Marlaska, 4 août)	83 confirmés en eaux espagnoles (Audiencia Nacional) ; 88 (Ceuta, 3 août) ; 141 (résolution du PE) ; 41 (Le360, 31 juil.) ; 11 (Maroc, 2 août)	Vérification en cours
Restent à Ceuta	≈10 000 (sources gouvernementales, 18 sept.) ; 2 000 le 4 août	13 000 (gouvernement de Ceuta, 16 sept.)	Chiffre en révision continue
Mineurs identifiés	2 140 recensés (Torres, 16 sept.)	2 100 hébergés et 700–1 000 non	Compatibles seulement en partie

ÉLÉMENT	GOUVERNEMENT ESPAGNOL	AUTRES SOURCES	ANALYSE
		hébergés (Ceuta, 16 sept.)	
Retours et expulsions	70 000 (ministère de l'Intérieur, 4 août) ; depuis le 10 août : 5 603 retours et 307 expulsions (Torres, 15–16 sept.)	73 000 départs (Vivas, 3 août)	Définitions non homogènes

Sources : Maldita.es (18 sept.), La Moncloa (gouvernement), Público, La Cerca/EP, Le360, Infobae ; le chiffre de 70 000 figure aussi dans la House of Commons Library. Détail et URL complète en annexe des sources (section 11).

ANALYSE DE J&H

La divergence des chiffres est en soi une variable de risque. Sans chiffre unique et audité, tout plan qui dépendrait de la taille de la population restant à Ceuta devrait travailler avec des fourchettes plutôt qu'avec des valeurs ponctuelles.

03 · MESSAGES POUR LE DÉCIDEUR

Cinq messages opérationnels

Les jugements analytiques se traduisent ici en messages orientés vers l'action, destinés aux institutions et organisations exposées à l'axe Espagne–Maroc–détroit.

1 Séparer trois plans que la couverture médiatique mélange : les faits établis, l'attribution en cours d'instruction et la rhétorique électorale.

Les 30 et 31 juillet sont un fait ; l'auteur en est une hypothèse sous instruction judiciaire ; la revendication territoriale marocaine relève, à ce stade, d'un discours de campagne selon Rabat lui-même. Confondre ces niveaux d'analyse conduit à une mauvaise appréciation de l'exposition.

2 Traiter Ceuta comme un risque de continuité opérationnelle, non comme un risque de souveraineté.

La souveraineté espagnole bénéficie d'un appui constitutionnel, de la position des Nations unies — qui n'inclut pas Ceuta et Melilla parmi les territoires en attente de décolonisation — et de la résolution du Parlement européen. L'exposition matérielle se situe au niveau de la frontière, de la logistique, du tourisme et de la capacité institutionnelle.

3 Ne pas assimiler coopération et alignement.

Rabat coopère en matière de retours et de maîtrise des flux — le ministère de l'Intérieur le qualifie de « partenaire fiable » — tandis que plusieurs de ses ministres revendiquent Ceuta et Melilla en campagne. Les deux peuvent coexister : selon le chapitre consacré au Maghreb du Panorama stratégique 2026 (CESEDEN, p. 161 et 163–164), être un partenaire incontournable dans le contrôle migratoire renforce le pouvoir de négociation de Rabat face à Bruxelles, et son éloignement de l'UE est plus discursif que matériel (en 2024, 59 % de son commerce se faisait avec l'UE, selon ce chapitre). La relation est instrumentale dans les deux sens.

4 Anticiper le calendrier, pas l'actualité.

L'appel du 20 septembre, les élections marocaines du 23, l'échéance du 8 octobre pour la prorogation espagnole des contrôles avec l'Italie et les délais judiciaires créent des fenêtres de plus grande volatilité qu'il convient d'identifier avant qu'elles ne s'ouvrent.

5 Préparer la continuité des services et organisations qui opèrent à Ceuta et dans le détroit, ou en dépendent.

Plans de continuité en cas de fermeture ou de restriction de la frontière, usage des installations portuaires pour l'accueil, annulations et surcoûts ; révision des clauses et couvertures applicables.

POINT CLÉ POUR LE DÉCIDEUR

L'enjeu décisionnel n'est pas de trancher la question de l'attribution des faits, mais de dimensionner l'exposition à une frontière dont l'état normal a changé : elle fonctionne désormais avec une surveillance accrue, une capacité saturée et une coopération conditionnée.

04 · VARIABLES CRITIQUES**Les moteurs du système**

Les variables qui définissent le risque opèrent sur trois niveaux superposés. La taxonomie J&H les ordonne du systémique au local.

NIVEAU SYSTÉMIQUE

La relation Espagne–Maroc en contexte électoral et international

Les principaux partis marocains ont défendu de façon unanime que Ceuta et Melilla sont marocaines lors des meetings précédant la campagne du 23 septembre (EFE, 10 septembre). Albares soutient que Bourita a attribué ces déclarations au contexte électoral et non à la position officielle de l'État ; le communiqué public du ministère marocain des Affaires étrangères du 10 septembre, sa première réaction officielle, est plus dur : il nie toute implication, refuse d'être un « pion préélectoral » ou un « bouc émissaire », et avertit que la « cécité stratégique » engendrera des « tensions récurrentes » (Público, El Independiente). Sur le plan extérieur, le Parlement européen (339–225–16, 17 septembre) a réaffirmé la souveraineté espagnole et demandé de conditionner l'accès préférentiel du Maroc au marché de l'UE et son financement à la coopération frontalière. Le représentant de l'OTAN pour le voisinage sud a jugé l'article 5 conceptuellement applicable aux campagnes hybrides, tout en reconnaissant que la définition reste « quelque peu indéfinie ». La stratégie de sécurité nationale des États-Unis de novembre 2025 ne mentionne pas le Maghreb (CESEDEN, p. 158).

En toile de fond, le chapitre consacré au Maghreb du Panorama stratégique 2026 (CESEDEN) décrit un multi-alignement transactionnel et l'usage des crises diplomatiques comme levier (p. 160–165), avec le Sahara comme axe de la politique extérieure marocaine (p. 165) et les manifestations Gen Z 212 de 2025 comme toile de fond intérieure (p. 157) ; que la rhétorique de campagne serve à détourner ce mécontentement relève d'une lecture de presse. Il observe en outre une action européenne fragmentée entre capitales du sud (p. 166), compatible avec la divergence Espagne–Italie, et rappelle que, selon sa rédaction, la CJUE a annulé en 2024 l'application de l'accord commercial au Sahara occidental (p. 164 ; la formulation exacte doit être vérifiée dans l'arrêt), ce qui complique la conditionnalité d'accès au marché demandée par le PE.

NIVEAU ÉTATIQUE

Cadre juridico-opérationnel et cohésion des institutions espagnoles

Quatre éléments conditionnent la capacité de réponse : (i) l'écart entre l'arrêt STS 814/2026 et la pratique du rejet à la frontière, que la barrière maritime ne couvre que partiellement ; (ii) l'application du Pacte sur la migration et l'asile, applicable depuis le 12 juin 2026 (le règlement de crise, depuis le 1er juillet) ; (iii) la friction entre le ministère de l'Intérieur et la Police nationale après le rapport du CENIF : Marlaska a demandé des explications à la Direction générale de la Police et a fait part de son inquiétude à la présidente du CGPJ ; (iv) la déclaration de situation d'intérêt pour la Sécurité nationale (RD 681/2026, avec des annexes modifiées par le RD 706/2026), avec le ministre de la Politique territoriale comme Autorité fonctionnelle, un Comité de situation incluant la Délégation du gouvernement, et une clause expresse : les directives de l'Autorité fonctionnelle ne modifient ni la titularité des compétences ni les chaînes de commandement. Au Congrès, le PP exige la démission du président et des élections (Feijóo, 3 septembre), et Vox centre son exigence sur la personne du président ; au sein du bloc gouvernemental, Sumar soutient que le Maroc a eu un rôle « par action ou par omission » et Podemos demande la destitution de Marlaska et la rupture des relations.

NIVEAU LOCAL ET ÉCONOMIQUE

Capacité locale et exposition économique

Ceuta compte environ 83 000 habitants sur 18,5 km². Si entre 10 000 et 13 000 personnes en situation irrégulière demeurent, cela représenterait entre 12 % et 16 % de la population résidente (calcul J&H : $10\,000 \div 83\,000 \approx 12\%$; $13\,000 \div 83\,000 \approx 16\%$). Le commerce et l'hôtellerie-restauration enregistrent des baisses supérieures à 50 % selon la Chambre de commerce, et le secteur de l'hébergement prévoit jusqu'à 90 % d'annulations en septembre selon le patronat CECE. L'économie de Ceuta dépend fortement du secteur public et d'une frontière fonctionnelle.

POINT CLÉ POUR LE DÉCIDEUR

Le croisement décisif combine le niveau systémique et le niveau local : si la tension électorale et l'usure institutionnelle coïncident avec une importante population non hébergée encore présente à Ceuta, un incident mineur pourrait s'aggraver sans que le système conserve une capacité suffisante pour absorber un choc supplémentaire.

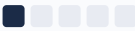
Sources : EFE/Infobae et swissinfo (10 sept.), Infobae (8 sept.), El Independiente (13 sept.), La Cerca (17 sept.), Infodefensa (17 sept.), moncloa.com (3 et 4 sept.), Ceutaldia (30 août), Nexotur, INE via Newtral/EP, CESEDEN (Panorama

stratégique 2026, chap. 6).

05 · RISQUES SIGNIFICATIFS

Neuf risques, avec leur moteur et leur fourchette

Horizon de 90 jours. Les fourchettes sont des ESTIMATIONS de J&H avec une confiance MODÉRÉE à FAIBLE ; ce ne sont pas des probabilités ponctuelles. Le point de couleur indique l'impact : rouge, élevé ; ambre, moyen.

#	RISQUE	FACTEUR PRINCIPAL	FOURCHETTE	IMPACT
R1	Tentatives coordonnées d'entrée de centaines de personnes	Appels datés sur les réseaux sociaux ; itinéraires à la nage ; relâchement de la surveillance lors des fêtes ; précédent du 15 août, déjoué selon Albares.	 MOYENNE 40–60	● Moyen
R2	Nouvelle entrée massive comparable à celle de juillet	Rupture du contrôle frontalier marocain ou décision délibérée ; conditionnée à l'évolution après le 23 septembre.	 TRÈS FAIBLE 5–20	● Élevé
R3	Saturation et conflictualité à Ceuta (campements, cohabitation)	Entre 3 000 et 4 000 personnes non hébergées selon des sources gouvernementales ; capacité du port d'environ 1 800 places ; recours judiciaire en instance. Déjà en partie matérialisé : le 27 août, blocage de la Croix-Rouge, incendie d'effets personnels et charges policières (Euronews, El Progreso).	 ÉLEVÉE 60–80	● Élevé
R4	Friction diplomatique et coopération sélective de Rabat	Rhétorique souverainiste de campagne et communiqué du 10 septembre avertissant de « tensions récurrentes » ; possible durcissement en matière de réadmission et de coopération sécuritaire après le scrutin. Facteur accélérateur potentiel : visite de Sánchez à Alger le 20 juillet, avec un sommet bilatéral prévu en octobre (La Moncloa). Précédent : dialogue avec l'UE interrompu en 2016–2019 (CESEDEN, p. 165).	 MOYENNE 40–60	● Élevé
R5	Instabilité juridico-institutionnelle en Espagne	Instruction de l'Audiencia Nacional ; recours du syndicat SUP ; tension Intérieur–Police ; pression parlementaire.	 ÉLEVÉE 60–80	● Moyen
R6	Fracture intra-UE au sein de Schengen	Contrôles réciproques Espagne–Italie (ceux de l'Espagne, prorogés jusqu'au 8 octobre) ; demande du PE d'analyser le fonctionnement de Schengen ; action européenne fragmentée entre capitales du sud (CESEDEN, p. 166).	 MOYENNE 40–60	● Moyen
R7	Détérioration économique persistante de Ceuta	Baisse du commerce et de l'hôtellerie-restauration ; annulations ; perte de confiance des investisseurs ; dépendance à la frontière. Confiance FAIBLE : repose sur des estimations de la Chambre de commerce et du patronat, sans données objectives (section 10).	 ÉLEVÉE 60–80	● Élevé
R8A	Désinformation (environnement informationnel dégradé)	Maldita.es a vérifié plus de 50 intox, y compris des appels datés à de nouvelles traversées ; circulation de fausses attentes d'asile ou de passage vers la péninsule.	 ÉLEVÉE 60–80	● Moyen

#	RISQUE	FACTEUR PRINCIPAL	FOURCHETTE	IMPACT
R8B	Ingérence étrangère organisée (FIMI)	Attributions croisées (Sánchez a pointé des réseaux russes, israéliens et d'extrême droite). Il n'existe pas d'attribution technique publique reliant la campagne à un acteur étatique étranger, et les vérificateurs ne trouvent pas de preuve concluante d'une opération coordonnée antérieure au 30 juillet. Les démentis des gouvernements sont consignés comme des positions attribuées, non comme des preuves disculpatoires. Confiance FAIBLE.	FAIBLE 20–40	● Moyen

ANALYSE DE J&H

R2 est le risque de plus faible probabilité et de plus fort impact ; R3, R5, R7 et R8A sont ceux de plus forte probabilité et se matérialisent déjà. Une gestion efficace dépend davantage de ces derniers que du premier.

Fourchettes J&H : Très faible 5–20 · Faible 20–40 · Moyenne 40–60 · Élevée 60–80 · Très élevée 80–95. Les facteurs de risque sont étayés par les sources citées aux sections 02 et 04.

06 · TABLEAU DE BORD ET SCÉNARIOS

État du système au 24 septembre

Vert : favorable ou point fort. Ambre : à surveiller. Rouge : défavorable ou fragilité. Bleu : contexte informationnel.

Nouvelles entrées massives

AMBRE

Aucune répétition depuis le 31 juillet ; l'appel du 20 septembre est surveillé par la Police nationale, la Garde civile et le CNI.

Population non hébergée

ROUGE

Entre 3 000 et 4 000 personnes dans les rues, sur les collines et les plages selon des sources gouvernementales (18 sept.).

Capacité d'accueil

AMBRE

De 500 à plus de 6 000 places ; objectif proche de 10 000 ; port à environ 1 800.

Coopération migratoire bilatérale

AMBRE

5 603 retours et 307 expulsions depuis le 10 août ; aucun canal rompu.

Discours souverainiste marocain

ROUGE

Unanime en campagne ; communiqué officiel du 10 sept. avertissant de « tensions récurrentes ».

Assise juridique de la souveraineté

VERT

Constitution, position de l'ONU et résolution du PE du 17 sept.

Procédure judiciaire

AMBRE

L'Audiencia Nacional instruit l'entrée massive, y compris la conduite des autorités intervenantes ; recours du SUP admis.

Schengen intra-UE

AMBRE

Contrôles réciproques Espagne–Italie ; ceux de l'Espagne, prorogés jusqu'au 8 octobre.

Soutien financier de l'UE

VERT

114,7 M€ d'aide d'urgence approuvés par le PE.

Économie de Ceuta

ROUGE

33 M€ de pertes directes jusqu'au 31 août ; commerce et hôtellerie-restauration en baisse de plus de 50 %.

Cohésion politique interne

ROUGE

Demandes de démission et d'élections ; divergences au sein du bloc gouvernemental.

Désinformation

BLEU

Plus de 50 intox vérifiées par Maldita.es ; attributions croisées sans preuve concluante.

SCÉNARIOS À 90 JOURS

SCÉNARIO J&H

CONFIANCE FAIBLE

États dominants au 31 décembre 2026 : mutuellement exclusifs et exhaustifs aux fins de ce rapport.

A**Maîtrise sous tension**

Scénario de référence

 MOYENNE 40–60

Aucune nouvelle entrée massive ; la coopération sur les retours se poursuit après le 23 sept. et le discours s'apaise après le scrutin. Admet des tentatives isolées de centaines de personnes (R1).

Conditionné au canal Albares–Bourita, à ce que les retours dépassent les arrivées, et à ce que la loi sahraouie et la visite royale n'élargissent pas la friction.

B**Pression soutenue et coopération partielle**

Risque conditionnel

 FAIBLE 20–40

Population encore présente à Ceuta et campements persistants, coopération sélective de Rabat et nouvelle friction au sein de l'UE, avec ou sans tentatives d'entrée de centaines de personnes.

Dépendra de la formation du gouvernement au Maroc et du rythme des retours.

C**Rupture de la coopération ou nouvelle entrée massive**

Scénario à impact extrême et à faible probabilité

 TRÈS FAIBLE 5–20

Suspension des canaux de réadmission ou de sécurité, ou répétition d'une entrée de dizaines de milliers de personnes.

Déclencherait une réponse renforcée de l'UE et de Frontex. Précédent de suspension des canaux : 2016–2019 avec l'UE (CESEDEN, p. 165).

Les fourchettes admettent une somme différente de 100 % (minimum 65 %, maximum 120 %) ; ce sont des estimations de J&H, non des projections statistiques. Traçabilité conservée dans une annexe interne. Méthodologie en section 10.

FACTEURS DE BIFURCATION ENTRE SCÉNARIOS**JUGEMENT****CONFIANCE MODÉRÉE****Résultat du scrutin du 23 sept. au Maroc**

La composition du prochain gouvernement et le ton adopté envers Ceuta et Melilla après le scrutin détermineront si la rhétorique de campagne s'apaise ou s'institutionnalise.

Rythme des retours par rapport aux arrivées

Si les retours dépassent durablement les arrivées, la population restant à Ceuta diminue et le système retrouve une marge de manœuvre ; sinon, la saturation s'installe durablement.

Décisions judiciaires

Une avancée de l'instruction sur H3 élèverait le coût politique de la coopération pour les deux parties ; un classement ou un enlèvement le réduirait.

Appui opérationnel de l'UE	L'usage effectif des fonds d'urgence et de Frontex, que réclame le PE, conditionne la capacité de maîtrise des flux à moyen terme.
----------------------------	--

07 · INDICATEURS DE VEILLE

Que surveiller, et quand

Onze variables de suivi avec leur référence vérifiée et des seuils d'alerte ancrés sur ces références. Les seuils sont des ESTIMATIONS de J&H et doivent être recalibrés avec des données hebdomadaires, qui ne sont pas aujourd'hui systématiquement publiques.

INDICATEUR	RÉFÉRENCE VÉRIFIÉE	SEUIL D'ALERTE (ESTIMATION J&H)
Entrées à la nage à Ceuta (hebdomadaire)	28 arrivées par mer en 2024 et 4 en 2025 (ministère de l'Intérieur) ; 205 durant la semaine du 20 au 26 juillet (note CCOE).	● Plus de 30 par semaine (≈ total de 2024). ● Plus de 200 par semaine (niveau antérieur au 30 juillet).
Appels sur les réseaux sociaux	Groupes de 180 000 abonnés le 29 juillet (CNI) ; appel du 15 août ; appel du 20 sept. sans organisateur identifié.	● Appel daté avec point de rassemblement. ● Organisateur identifiable, logistique de transport vers Fnideq, ou diffusion dans des groupes de plus de 100 000 abonnés.
Déploiement marocain à Fnideq et Bab Sebta	Fermeture anticipée du périmètre le 13 août (Le360).	● Absence de fermeture anticipée à une date d'appel identifiée.
Retours (hebdomadaire)	5 603 retours entre le 10 août et le 16 septembre, ≈1 060 par semaine (calcul J&H) ; 307 expulsions (Torres).	● Moins de 500 par semaine pendant deux semaines consécutives. ● Moins de 250. Mesure la capacité de traitement, ne fixe pas un objectif.
Population non hébergée	3 000–4 000 non hébergées ; plus de 6 000 places ; port ≈1 800 ; incidents du 27 août (Euronews).	● Plus de 1 000. ● Plus de 3 000 (situation actuelle) ou nouveaux incidents dans les campements.

INDICATEUR	RÉFÉRENCE VÉRIFIÉE	SEUIL D'ALERTE (ESTIMATION J&H)
Déclarations officielles marocaines après le 23 sept.	Communiqué du MAE du 10 sept. : nie toute implication et avertit de « tensions récurrentes » ; Albares attribue les propos des ministres au contexte électoral.	● Revendication dans des documents gouvernementaux ou des enceintes multilatérales, pas seulement dans un discours de parti.
Loi sur la nationalité sahraouie et visite des rois	Le Congrès a adopté la loi le 10 sept. ; visite royale annoncée sans date (El Independiente).	● Date de la visite ou de publication de la loi fixée. ● Réaction formelle marocaine (note verbale, convocation de l'ambassadrice ou suspension d'un canal) à cette date.
Position des États-Unis sur la souveraineté	Rapport 119-631 de la commission des crédits de la Chambre, sans force de loi, annexé au projet adopté le 15 juillet (217–209), face au soutien « sans réserve » du Département d'État à la souveraineté espagnole.	● Nouvelles références du Congrès au « statut futur ». ● Déclaration de l'exécutif nuanciant son soutien à la souveraineté espagnole.
Instruction de l'Audiencia Nacional	Instruction préliminaire ; l'instruction porte sur la conduite des autorités intervenantes ; secret partiel demandé par le Parquet.	● Convocations de responsables ou commission rogatoire. ● Changements dans le statut procédural des autorités intervenantes ou dans la qualification des faits.
Contrôles Schengen	L'Italie a prorogé ses contrôles de 15 jours supplémentaires le 15 sept. ; ceux de l'Espagne, jusqu'au 8 octobre.	● Un État tiers introduit des contrôles liés à Ceuta, ou la Commission se prononce formellement.
Indicateurs économiques de Ceuta	33 M€ directs ; commerce et hôtellerie-restauration en baisse de plus de 50 % ; annulations jusqu'à 90 % (CECE).	● Données objectives confirmant la baisse (affiliations, occupation, trafic portuaire). ● Fermetures d'entreprises ou réductions d'effectifs.

20 sept.	Appel sur les réseaux marocains à une « marche populaire » devant l'ambassade d'Espagne à Rabat ; aucun bilan public de sa tenue ou de son affluence n'a été localisé (El Faro de Melilla).
23 sept.	Élections législatives : le PAM l'emporte (97/395 sièges), suivi du RNI (66), de l'Istiqlal (65) et du PJD, qui passe de 13 à 54 ; abstention de 61,9–62 %, la plus élevée en vingt ans (El Español, COPE). Frontière de Ceuta sans incident confirmé ; le SUP a affirmé, sans confirmation du ministère de l'Intérieur, ≈150 tentatives de traversée à la nage à Benzú (Infobae, El Cierre Digital).
8 oct.	Expiration de la prorogation espagnole des contrôles sur les voyageurs en provenance d'Italie ; toute extension exige une nouvelle décision motivée (ministère de l'Intérieur). L'Italie a prorogé les siens de 15 jours supplémentaires le 15 septembre.
≈ oct.	Délai de vingt jours pour que le ministère des Transports transmette à l'Audiencia Nacional le dossier du port (date non confirmée) ; 8e réunion de haut niveau Espagne–Algérie (La Moncloa, 20 juil.).
Sans date	Visite des rois à Ceuta, annoncée le 10 sept., et procédure de la loi sur la nationalité sahraouie adoptée ce jour-là par le Congrès (dates en attente de confirmation ; section 10).
31 déc.	Expiration de la déclaration de situation d'intérêt pour la Sécurité nationale, sauf prorogation (RD 681/2026, art. 4).

08 · APPROFONDISSEMENT

Attribution et preuves : ce qui étaye chaque hypothèse

La principale question d'attribution — celle de l'organisation de l'entrée — est examinée à travers quatre hypothèses non mutuellement exclusives. Le tableau sépare ce qui les étaye de leurs limites.

H1**JUGEMENT****CONFIANCE MODÉRÉE****Effet de l'arrêt et réseaux de passeurs —
Facteur concourant****ÉLÉMENTS À L'APPUI**

L'arrêt STS 814/2026 ; des communiqués concordants des ministères de l'Intérieur espagnol et marocain ; des appels sur les réseaux avec 180 000 abonnés ; une hausse préalable des entrées à la nage.

Diagnosticité

FAIBLE. Compatible avec H2 et H3 ; ne permet pas de les distinguer.

LIMITES ET CONTRE-PREUVES

N'explique pas à elle seule l'ampleur ni la passivité que décrivent plusieurs rapports.

H2**JUGEMENT****CONFIANCE MODÉRÉE****Permissivité marocaine pendant la Fête du Trône — Appui préliminaire****ÉLÉMENTS À L'APPUI**

Le CENIF décrit un schéma reliant les franchissements massifs aux fêtes nationales ; une ordonnance de l'Audiencia Nacional évoquant une « attitude facilitatrice » ; une vidéo géolocalisée par Newtral à Fnideq montrant des uniformes compatibles avec les forces marocaines.

Diagnosticité

MOYENNE. Distingue la passivité d'une surveillance normale, mais pas l'intention.

LIMITES ET CONTRE-PREUVES

Newtral avertit qu'une vidéo isolée ne prouve ni ce que faisaient les agents ni la date exacte. Le360 reconnaît la géolocalisation et appelle à la même prudence.

H3**JUGEMENT****CONFIANCE FAIBLE****Orientation active des franchissements à finalité territoriale — En instruction****ÉLÉMENTS À L'APPUI**

Selon la presse, un rapport du CENIF (55 pages) transmis à l'Audiencia Nacional, non publié officiellement : un processus planifié, guidé par des gendarmes en uniforme et en civil ; l'Audiencia Nacional a ouvert une instruction pour délit possible contre l'intégrité territoriale.

LIMITES ET CONTRE-PREUVES

Le gouvernement soutient qu'il n'y a pas de preuve concluante ; Albares rappelle que Bourita a nié toute implication ; le Parquet marocain a ouvert des enquêtes ; Le360 qualifie le rapport d'infondé. L'affaire en est au stade de l'instruction préliminaire. L'AMDH et des experts extérieurs décrivent une absence ou une permissivité, pas une direction (section 08B). Contexte : le CESEDEN interprète l'entrée de 2021 comme une pression liée au Sahara (p. 165) ; depuis 2022, l'Espagne soutient l'autonomie marocaine (p. 168), de sorte que cette incitation ne se transpose pas automatiquement à 2026 (inférence de J&H). Le 20 juillet, dix jours avant le 30 juillet, Sánchez s'est rendu à Alger pour normaliser la relation (La Moncloa) ; cela a pu accroître la sensibilité stratégique de Rabat, mais il n'existe pas de preuve publique d'un lien de causalité.

Diagnosticité

MOYENNE. Les images analysées sont compatibles avec une orientation active, mais aucun ordre documenté n'existe encore.

H4**JUGEMENT****CONFIANCE MODÉRÉE****Instrumentalisation ultérieure par des tiers —
Phase ultérieure****ÉLÉMENTS À L'APPUI**

Maldita.es documente le récit « #FreeCeuta » diffusé par des comptes s'identifiant comme israéliens ou proches d'Israël, ainsi qu'un montage attribué au réseau russe Pravda ; Sánchez a attribué la diffusion ultérieure d'intox à des réseaux russes, israéliens et d'extrême droite.

Diagnosticité

Ne permet pas de discriminer entre H1, H2 et H3 : elle est postérieure aux faits.

LIMITES ET CONTRE-PREUVES

Maldita.es ne trouve pas de preuve d'ingérence étrangère ayant contribué au déclenchement, antérieurement au 30 juillet. Israël a publiquement rejeté l'accusation espagnole ; ce démenti est consigné comme une position de partie, non comme une contre-preuve substantielle.

PREUVES QUI PERMETTRAIENT RÉELLEMENT DE TRANCHER H3**EXIGENCE DE COLLECTE**

(i) Ordres ou communications opérationnelles émis par une autorité étatique marocaine ; (ii) réponse marocaine à des commissions rogatoires ou à la coopération judiciaire ; (iii) chronologie complète des déploiements marocains du 29 au 31 juillet, et non des vidéos isolées ; (iv) déclarations d'agents ou de témoins devant la justice. Jusqu'à ce que l'un de ces éléments apparaisse, l'essentiel des preuves disponibles reste compatible avec plusieurs hypothèses à la fois.

ANALYSE DE J&H

H1, H2 et H3 sont compatibles entre elles : une entrée facilitée par un écosystème de réseaux, associée à une permissivité dans la surveillance, est cohérente avec des degrés d'intentionnalité variables. La différence stratégique tient à l'existence ou non d'une direction étatique, et seule l'instruction judiciaire pourra le déterminer. D'ici là, J&H recommande de planifier sur la base de H1 et H2 tout en maintenant H3 comme hypothèse ouverte : si l'instruction la confirmait, il faudrait revoir R2 et R4.

NON UTILISÉ COMME PREUVE

Des fuites attribuées au groupe « Jabaroot » (non vérifiées). La décoration accordée par le ministère espagnol de l'Intérieur à un haut responsable de la sécurité marocaine, approuvée en 2019 et remise le 11 novembre 2025 selon Newtral, ne prouve pas en elle-même une implication dans les faits de juillet.

08B · APPROFONDISSEMENT (II)**Tiers : ce que disent le Maroc, les États-Unis et Israël, et où ils se contredisent**

Recensement de sources marocaines, américaines et israéliennes au 24 septembre. Les déclarations sont consignées comme FAIT et les contradictions sont signalées. Aucune preuve nouvelle ne modifie le statut des hypothèses H1–H4.

ACTEUR	CE QU'IL DIT OU FAIT	ALERTE OU CONTRADICTION	SOURCE
Maroc · État	Le 10 sept., première réaction officielle : nie toute implication (« aucune donnée, fait ou rapport »), refuse d'être un « pion préélectoral » ou un « bouc émissaire », avertit de « tensions récurrentes », rappelle que « la proximité géographique est un fait immuable » et demande le retour des mineurs.	Plus dur que ce qu'Albares attribue à Bourita (contexte électoral). Coïncide le même jour avec la loi sahraouie et l'annonce de la visite royale, que le texte ne mentionne pas.	Público, El Independiente, Mundiario (10–11 sept.)
Maroc · société civile	L'AMDH (8 août) évoque une absence des dispositifs de sécurité, 59 personnes poursuivies à Tétouan et 52 à Nador, des chauffeurs de taxi condamnés jusqu'à six	Contredit à la fois la « facilitation active » et les « mesures préventives » officielles. Source à tonalité militante ; ses propres chiffres ne concordent pas entre	AMDH (arabe)

ACTEUR	CE QU'IL DIT OU FAIT	ALERTE OU CONTRADICTION	SOURCE
	mois, et un État qui ne s'est exprimé qu'au bout de quatre jours.	eux (81 + 63 corps contre « au moins 141 »).	
Maroc · presse locale	Le 15 août, 294 personnes interpellées près de Ceuta (248 subsahariennes et 46 marocaines), chiffre provisoire.	Signal d'un déploiement préventif à une date d'appel ; compatible avec la coopération.	achtari24 (arabe)
États-Unis · exécutif	Trump et la Maison-Blanche utilisent Ceuta dans la campagne des élections de mi-mandat de novembre. Le Département d'État a reproché au gouvernement espagnol de « faciliter » la migration, mais son porte-parole a dit soutenir la souveraineté espagnole « sans réserve » et a demandé le retrait des migrants.	Critique de Madrid et soutien formel à la souveraineté en même temps. Tension préexistante autour des bases de Rota et Morón.	France 24, Euronews, Hespress via Politico
États-Unis · Congrès	Le rapport 119-631 de la commission des crédits, sans force de loi, accompagne le projet adopté par la Chambre le 15 juil. par 217 voix contre 209 ; il décrit Ceuta et Melilla comme « situées en territoire marocain » et soutient le dialogue sur leur « statut futur ».	Contredit la ligne du Département d'État. Des tribunes appellent à reconnaître la souveraineté marocaine ; ce n'est pas la politique officielle.	Yabiladi, Morocco World News

ACTEUR	CE QU'IL DIT OU FAIT	ALERTE OU CONTRADICTION	SOURCE
Israël	L'ambassadeur auprès de l'ONU, Danon, a parlé d'« enclaves coloniales » (30 juil.) ; l'ambassadrice à Madrid a dit que cela ne représente pas la position d'Israël. Sa'ar a qualifié de mensonge l'accusation de Sánchez.	Désalignement interne israélien. Les accusations espagnoles d'implication ne reposent sur aucune preuve publique, selon le Times of Israel et Maldita.es.	JNS, Times of Israel
Parlement européen	Lors du débat du 15 sept., deux eurodéputées (The Left et Renew) ont mis en question la place de Ceuta au sein de l'Espagne. Deux jours plus tard, la résolution a réaffirmé sa souveraineté « hors de tout doute » (339–225–16).	Décalage entre le débat en hémicycle et le vote. Les 225 votes contre n'équivalent pas à une remise en cause de la souveraineté.	Yabiladi, La Cerca
Experts	Fabiani (ICG) voit une opération non orchestrée mais permise par Rabat ; Amirah-Fernández parle de « tactiques hybrides ».	Nuance H3 et étaye H2. Média d'origine non identifié (reproduction).	New York Metropolitan

ANALYSE DE J&H

JUGEMENT

CONFIANCE MODÉRÉE

Aucun acteur n'a formellement modifié sa position sur la souveraineté : le Département d'État la réaffirme, Israël désavoue son émissaire, et le Maroc maintient sa revendication historique. Ce qui apparaît, ce sont des messages contradictoires au sein des États-Unis, du PE et d'Israël. Le risque à court terme n'est pas un changement formel de position, mais l'érosion du consensus sur lequel repose la souveraineté en tant que question non négociable.

Sources avec lien complet en annexe (section 11). La plupart des positions américaines et israéliennes parviennent de seconde main.

09 · RECOMMANDATIONS

Que faire selon le profil du décideur

Les recommandations sont des APPRÉCIATIONS de J&H, conditionnées par l'évolution des indicateurs de la section 07. Elles ne dépendent pas de la résolution du débat sur l'attribution.

ORGANISATIONS ET OPÉRATEURS PRÉSENTS À CEUTA ET DANS LE DÉTROIT

Transformer l'incertitude frontalière en un plan de continuité fondé sur des déclencheurs

1. Envisager de cartographier la dépendance à la frontière terrestre du Tarajal, au port — y compris la zone de Poniente, occupée par le dispositif d'accueil — et aux liaisons maritimes.
2. Envisager de lier l'activation du plan de continuité aux indicateurs des lignes 1 à 5 de la section 07, plutôt qu'aux titres de presse.
3. Revoir les clauses et couvertures applicables ainsi que l'exposition aux surcoûts avec fournisseurs et usagers.
4. Envisager de définir des protocoles de sécurité et de communication pour le personnel et les actifs aux dates du calendrier critique.

INSTITUTIONS ET DÉCIDEURS PUBLICS

Double canal et écart opérationnel : points à évaluer

1. Envisager de maintenir la coopération opérationnelle avec Rabat en matière de retours et de maîtrise des flux, avec les garanties légales de la procédure (art. 58 de la LO 4/2000, protection internationale et intérêt supérieur de l'enfant) et sans céder sur la position relative à l'intégrité territoriale ; c'est la ligne que le gouvernement déclare suivre, compatible avec la résolution du PE, qui demande à la fois une coopération renforcée et le respect de l'intégrité territoriale.
2. Envisager de combler l'écart juridico-opérationnel ouvert par l'arrêt STS 814/2026 : le tribunal lui-même indique que des barrières maritimes pourraient rétablir le régime spécial ; Vivas réclame une modification de la loi.
3. Envisager de renforcer la coordination de la chaîne d'alerte entre le ministère de l'Intérieur, la Police, le CNI et la Délégation du gouvernement : les documents déclassifiés montrent des avertissements préalables et des demandes de renfort de la Garde civile, dont la réponse opérationnelle est examinée par l'Audiencia Nacional.
4. Envisager d'ancrer la réponse dans le cadre européen : fonds d'urgence, Frontex et application du Pacte sur la migration et l'asile, comme le réclame le Parlement européen.
5. Envisager d'anticiper, dans la planification de la sécurité et de la communication, les deux déclencheurs politiques sans date fixe — la visite des rois et la loi sur la nationalité sahraouie — ainsi que la réponse marocaine déjà annoncée dans le communiqué du 10 sept.

SUIVI ANALYTIQUE

Mise à jour et biais des sources

1. Mettre à jour l'analyse après les élections marocaines, avec un recalibrage des fourchettes et du tableau de bord, en s'appuyant uniquement sur des sources ouvertes.
2. Élargir le contraste avec la presse marocaine indépendante en arabe et avec la documentation primaire de Rabat, aujourd'hui connue seulement par des tiers.
3. Suivre l'instruction de l'Audiencia Nacional et son impact possible sur les hypothèses H2 et H3.

CE QUE NOUS NE RECOMMANDONS PAS

Adopter l'attribution étatique comme prémisse de planification avant toute décision judiciaire, ou l'écarter selon le même critère. Les deux positions surdimensionnent une certitude qui n'existe pas aujourd'hui.

10 · MÉTHODOLOGIE, SOURCES ET RÉCONCILIATION

Comment ce rapport a été construit

ASYMÉTRIE DES SOURCES

Asymétrie des sources. L'analyse s'appuie surtout sur des médias et organismes espagnols en castillan. La vision marocaine provient désormais aussi de médias en arabe, français et anglais (Hespress, Yabiladi, Le360, Morocco World News, presse locale du nord) et de l'AMDH, mais presque toujours par l'intermédiaire de tiers : les textes primaires du ministère marocain des Affaires étrangères n'ont pas été consultés. Les positions des États-Unis et d'Israël proviennent de la presse et de déclarations de seconde main. Les sources algériennes restent non recoupées. Cette asymétrie pourrait biaiser la lecture. Parmi les sources espagnoles coexistent des médias aux lignes éditoriales différentes ; ils n'ont été utilisés que pour des données vérifiables, non pour des qualifications (« invasion », « agression »), que J&H n'adopte pas. Le chapitre du CESEDEN apporte un cadrage, mais ne corrige pas cette asymétrie.

Taxonomie épistémique

FAIT : donnée vérifiable auprès d'une source identifiée ; n'inclut pas les relations de causalité, qui relèvent du JUGEMENT. JUGEMENT : lecture analytique de faits. APPRÉCIATION : évaluation d'un impact ou d'une opportunité. ESTIMATION : calcul ou seuil établi par J&H. SCÉNARIO J&H : trajectoire conditionnelle.

Niveau de source : primaire (texte officiel lu intégralement), source primaire partiellement consultée (source localisée mais consultée seulement en partie), secondaire (presse, vérificateur ou répertoire), information rapportée (citée par des tiers, source primaire non localisée) ou en attente de recoupement. Dans le texte, les références soulignées en doré sont des liens actifs vers la source citée ; le niveau de chaque source est indiqué en annexe et dans cette section.

Confiance : ÉLEVÉE, MODÉRÉE ou FAIBLE. Fourchettes : Très faible 5–20 · Faible 20–40 · Moyenne 40–60 · Élevée 60–80 · Très élevée 80–95.

Notes de réconciliation

- STS 814/2026 : datée du 29 juin (Confilegal, Moncloa.com) ; le CGPJ l'a communiquée le 8 juillet. Plusieurs sources citent les deux dates.
- Décès : 11, 41, 43 (AP, 31 juil.), au moins 60 (Boston Globe), 75, 83, 88 et 141 selon la source et la date ; l'AMDH additionne 81 et 63 corps (144) et cite aussi « au moins 141 ». Ces chiffres sont présentés sans être fusionnés.
- Retours, rejets à la frontière et expulsions : ce sont des catégories juridiques distinctes (rejet à la frontière, retour au titre de l'art. 58 de la LO 4/2000, expulsion, retour volontaire) et les chiffres publics ne les distinguent pas. Les mentions de retours s'entendent avec les garanties légales de la procédure, avec une attention particulière portée aux mineurs (art. 35 de la LO 4/2000 ; arrêt du 11 sept. 2025 de la cour provinciale de Cadix à Ceuta, qui a condamné pour forfaiture deux anciens responsables de Ceuta pour avoir renvoyé 55 mineurs sans procédure ; jugement de première instance, non définitif).
- Entrées : ≈40 000 (ministère marocain de l'Intérieur), 60 000 (Ceuta, 31 juil.), 70 000–80 000 (chiffres espagnols).
- « Moncloa » : lamoncloa.gob.es est le gouvernement ; moncloa.com est un média numérique.
- 10 000 à Ceuta : chiffre attribué par Europa Press à des « sources gouvernementales » non identifiées.
- Population de Ceuta : ≈83 000 (INE, cité par Newtral et EP) ; le calcul des pourcentages figure à la section 04.
- Entrée de 2021 : plus de 8 000 en 48 heures (ministère de l'Intérieur, cité par moncloa.com) contre neuf mille, dont 1 500 mineurs (CESEDEN, p. 165). Ces chiffres n'ont pas été fusionnés.

Lacunes d'information et niveaux de source

- Rapportée : citation attribuée à Sánchez au sujet de la gendarmerie marocaine ; estimation d'une baisse du PIB de Ceuta supérieure à 10 % (elEconomista, sans méthodologie) ; proposition de commission bilatérale attribuée au ministre Ouahbi ; rapport du service d'études du PE (EPRS, 10 sept.), cité par Hespress EN et EU Today et non localisé.
- Secondaire : texte de la résolution du PE du 17 sept., connu via La Cerca, Newtral, Yabiladi et InfoMigrants ; communiqué du ministère marocain des Affaires étrangères (10 sept.) et déclaration du Département d'État, connus par la presse ; état d'avancement de la loi sur la nationalité sahraouie ; titre de Yabiladi (18 sept.) sur l'extradition d'un chef de réseau, non consulté.
- Primaire partielle : loi 40/2015 (texte consolidé du BOE ; art. 72–73 et 2e disposition additionnelle recoupés avec Iberley et le Sénat) ; règlement (UE) 2024/1356 (seule la fiche officielle consultée) ; RD 705/2026 (son annexe, vérifiée dans le RD 718/2026 ; l'article unique lui-même n'a pas été lu) ; rapport 119-631 (Congress.gov ; le passage sur Ceuta est connu par des citations, non par une lecture intégrale).
- En attente de recoupement : date de la visite des rois et délai exact de 20 jours pour le dossier du port ; données économiques objectives (trafic passagers et marchandises du port, occupation hôtelière, affiliations, licenciements et fermetures, dépenses par carte) ; séries hebdomadaires des entrées à la nage et des retours ; communiqués primaires de Rabat et sources algériennes.

Critères de sélection des sources

- Primaires et institutionnelles : BOE, EUR-Lex et Congress.gov (textes officiels) ; gouvernement espagnol (rapports déclassifiés), CGPJ (communication de l'arrêt) et CESEDEN. Le Parlement européen n'est connu que par la presse.
- Vérificateurs : Maldita.es et Newtral, utilisés pour les chiffres, les chronologies et la vérification des intox.
- Presse généraliste et d'agence : EFE, Europa Press, Infobae, Público, Euronews, El Independiente.
- Presse à ligne éditoriale critique envers le gouvernement : El Español, The Objective, Libertad Digital. Utilisée uniquement pour des données documentaires (par exemple, le contenu du rapport du CENIF ou de la note du CCOE).
- Médias marocains : Hespress, Yabiladi, Le360, Morocco World News ; cités comme couverture ou position marocaine, non comme vérification. AMDH : ONG marocaine de défense des droits humains, critique envers l'État et au langage militant (« occupées ») ; utilisée pour ses propres données et dénonciations, attribuées comme telles.
- Médias américains et israéliens : France 24, Euronews, Times of Israel, JNS ; JNS a une ligne éditoriale proche d'Israël. Les déclarations gouvernementales sont citées comme attribuées.
- Académiques : l'OIE (université de Grenade) est un projet académique personnel et ne représente pas l'institution ; utilisé comme chronologie de contraste.
- CESEDEN (ministère de la Défense) : le chapitre 6 du Panorama stratégique 2026 est un texte académique signé, non une position du ministère ; le volume lui-même le précise. Publié le 9 avril 2026, sa bibliographie s'arrête à janvier 2026 et ne couvre donc pas la crise de juillet. Utilisé uniquement comme cadrage et contexte, non comme preuve des faits de 2026.

Exclu de l'analyse

- Fuites du groupe « Jabaroot » (non vérifiées).
- Chiffres de sécurité publique et de tourisme provenant de médias dont la fiabilité n'est pas établie, même lorsqu'ils circulent dans d'autres titres.
- Publications sur les réseaux sociaux sans vérification indépendante.

Calculs présentés

- Poids de la population résiduelle : $10\,000 \div 83\,000 \approx 12\%$; $13\,000 \div 83\,000 \approx 16\%$.
- Rythme des retours : 5 603 entre le 10 août et le 16 septembre (37 jours $\approx$ 5,3 semaines) $\Rightarrow \approx 1\,060$ par semaine. Les seuils de la section 07 sont des estimations de J&H ancrées sur ces références.
- Entrées à la nage : 279 du 20 au 26 juillet (Ceuta et Melilla), soit 195 de plus que la semaine précédente (CCOE) ; ≈ 84 la semaine antérieure (279 – 195).

Limites du rapport

Arrêté au 24 septembre 2026, avec une mise à jour après l'appel du 20 sept. et les élections marocaines du 23 sept. (voir la mise à jour en début de rapport). Les fourchettes de probabilité sont des jugements de J&H, non des projections statistiques. Les précédents de 2016–2019 et de 2021 sont cités à titre de contexte et ne modifient pas les fourchettes. La traçabilité des fourchettes figure dans une annexe interne non destinée à la diffusion externe. Ce rapport n'évalue la conduite d'aucune institution ni l'attribution des faits. Document sans finalité commerciale, élaboré à partir de sources ouvertes ; il ne requiert ni ne présuppose l'accès à des informations non publiques. Le rapport du CENIF n'est connu que par la presse et est traité comme rapporté, non comme une preuve.

Sur les contenus d'influence étrangère

Une recherche a été menée sur des contenus issus de campagnes enregistrées (Clock Tower X, Hanover Institute) liés à Ceuta, sans résultat ; aucun n'a été utilisé. Les positions des gouvernements israélien et américain sont consignées comme des déclarations attribuées. Le chiffre d'audience des messages antisémites cité par le Times of Israel provient d'une organisation de plaidoyer et n'est pas utilisé comme donnée.

11 · ANNEXE DES SOURCES

Sources avec lien complet

Consultées entre le 19 et le 20 septembre 2026. Les crochets indiquent les sections dans lesquelles chaque source est utilisée. Lorsque le contenu intégral d'une source n'a pas pu être consulté, la donnée n'a été intégrée qu'à titre de référence secondaire et reste soumise à vérification ultérieure. Les liens sont actifs : il suffit de cliquer dessus. Certains médias raccourcissent leurs propres adresses, si bien qu'une URL peut sembler incomplète tout en fonctionnant. Les titres sont conservés dans leur langue d'origine (espagnol, français ou arabe) lorsque c'est la langue du média, afin de ne pas dénaturer la source.

- 1 **Maldita.es · El cruce de miles de personas a Ceuta desde Marruecos en julio de 2026 (30-VII, act. 7-VIII) [§1, §2, §3]** VÉRIFICATEURS DE FAITS

<https://maldita.es/desinfo/20260730/entrada-masiva-de-inmigrantes-logran-acceder-a-ceuta-a-traves-del-espigon-del-tarajal/>

- 2 **Maldita.es · El baile de cifras sobre los migrantes en Ceuta (18-IX) [§1, §2, §7]** VÉRIFICATEURS DE FAITS

<https://maldita.es/control-del-poder/20260918/cronologia-cifras-migrantes-ceuta/>

- 3 **Maldita.es · Ceuta y las campañas de desinformación e injerencia extranjera (2-IX) [§5, §8]** VÉRIFICATEURS DE FAITS

<https://maldita.es/desinfo/20260902/ceuta-campanas-desinformacion-injerencia-extranjera-fimi/>

- 4 **Gouvernement d'Espagne (La Moncloa) · Publicación de los informes y comunicaciones sobre la situación de Ceuta (9-IX) [§2]** INSTITUTIONNELLES ET OFFICIELLES

<https://www.lamoncloa.gob.es/consejodeministros/paginas/informes-y-comunicaciones-situacion-ceuta.aspx>

- 5 **donporque · ¿Qué revelan los 40 informes desclasificados sobre la crisis de Ceuta? [§2]** PRESSE ESPAGNOLE

<https://donporque.com/informes-desclasificados-sobre-ceuta/>

- 6 **Mundiario · Desclasificación: el CNI avisó a la Delegación del Gobierno un día antes (9- IX) [§2, §8]** PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.mundiario.com/articulo/politica/cni-aviso-marruecos-delegacion-guardia-civil-asalto-ceuta-dia-antes-avalancha/20260909221921440213.html>

- 7 **The Objective · Los tres informes del CNI, la Policía y la Guardia Civil un día antes (9- IX) [§2, §7]** PRESSE ESPAGNOLE

<https://theobjective.com/espana/2026-09-09/tres-informes-ceuta-cni-policia-guardia-civil/>

- 8 **Libertad Digital · Los documentos desclasificados evidencian que el CNI y la Policía avisaron (9-IX) [§8]** PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.libertaddigital.com/espana/2026-09-09/los-documentos-desclasificados-por-moncloa-evidencian-que-el-cni-y-la-policia-avisaron-del-asalto-masivo-a-ceuta-7457494/>

- 9 **El Español · La Policía informa a la juez de que la invasión de Ceuta fue guiada por gendarmes marroquíes (1-IX) [§1, §8]** PRESSE ESPAGNOLE

https://www.lespanol.com/espana/tribunales/20260901/policia-informa-juez-invasion-ceuta-guiada-gendarmes-marroquies-ordenes-agentes-paisano-fin-distinto-migratorio/1003744369590_0.html

- 10** Público · La Audiencia Nacional pone el foco en la respuesta de las autoridades españolas y en el papel de los gendarmes marroquíes [§1, §8] PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.publico.es/politica/tribunales/audiencia-nacional-pone-foco-respuesta-autoridades-espanolas-ceuta-papel-gendarmes-marroquies.html>

- 11** Público · Instrucción de la Audiencia Nacional sobre la actuación de las autoridades intervinientes [§6] PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.publico.es/politica/tribunales/jueza-audiencia-nacional-asume-investigacion-delegado-gobierno-ceuta.html>

- 12** Euronews · Audiencia Nacional: instrucción sobre las autoridades intervinientes (14-IX) [§6] PRESSE ESPAGNOLE

<https://es.euronews.com/my-europe/2026/09/14/audiencia-nacional-pide-investigar-delegado-del-gobierno-ceuta-por-entradas-masivas>

- 13** moncloa.com (média numérique) · Ceuta: gestión favorecedora desde Marruecos (8-IX) [§1] PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.moncloa.com/2026/09/08/ceuta-gestion-desde-marruecos-3427569>

- 14** moncloa.com (média numérique) · La Guardia Civil entrega a la jueza el informe sobre los avisos (4-IX) [§4] PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.moncloa.com/2026/09/04/guardia-civil-informe-entrada-masiva-ceuta-34261>

- 15** moncloa.com (média numérique) · Sánchez en el Congreso: cerco de PP y Vox (3-IX) [§4] PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.moncloa.com/2026/09/03/sanchez-congreso-ceuta-cerco-pp-vox-3425223/>

- 16** elDiario.es · Última hora política, 3 de septiembre de 2026 [§7] PRESSE ESPAGNOLE

https://www.eldiario.es/politica/ultima-hora-comparecencia-pedro-sanchez-ceuta-actualidad-politica-directo_6_13483856.html

- 17** La Cerca (résolution du PE) · La Eurocámara respalda la soberanía española sobre Ceuta (17-IX) [§1, §4, §6] PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.lacerca.com/noticias/espana/eurocamara-soberania-ceuta-reclama-reforzar-fronteras-exige-espanol-829022-1.html>

-
- 18** **Newtral · Preguntas y respuestas de la resolución aprobada por el PE sobre Ceuta (18- IX) [§2, §6]** **VÉRIFICATEURS DE FAITS**
- <https://www.newtral.es/resolucion-ceuta-parlamento-europeo/20260918/>
-
- 19** **Newtral · Qué sabemos sobre la condecoración al director de Seguridad Nacional marroquí (16- IX) [§8]** **VÉRIFICATEURS DE FAITS**
- <https://www.newtral.es/condecoracion-jefe-seguridad-marruecos/20260916/>
-
- 20** **CGPJ · El Tribunal Supremo confirma que la ley no permite las devoluciones en caliente a nado (8-VII) [§1, §4]** **INSTITUTIONNELLES ET OFFICIELLES**
- <https://www.poderjudicial.es/cgpj/es/Poder-Judicial/Noticias-Judiciales/El-Tribunal-Supremo-confirma-que-la-ley-no-permite-las-devoluciones-en-caliente-de-los-migrantes-que-p-retenden-entrar-a-nado-en-Ceuta-y-Melilla>
-
- 21** **Confilegal · La sentencia del Supremo sobre entradas a nado en Ceuta, STS 814/2026 de 29 de junio [§1]** **PRESSE ESPAGNOLE**
- <https://confilegal.com/20260730-sts-2965-2026-ceuta-rechazo-frontera-cruces-nado/>
-
- 22** **Infobae · La AN reclama al Gobierno los expedientes del campamento del puerto (19- IX) [§2, §7]** **PRESSE ESPAGNOLE**
- <https://www.infobae.com/espana/2026/09/19/la-audiencia-nacional-reclama-al-gobierno-los-expedientes-del-campamento-del-puerto-ceuta-instalado-y-ocupado-ya-pese-al-recurso-de-la-policia-por-riesgos-de-seguridad/>
-
- 23** **moncloa.com (média numérique) · La Audiencia Nacional avala el campamento del puerto de Ceuta (18-IX) [§2, §4]** **PRESSE ESPAGNOLE**
- <https://www.moncloa.com/2026/09/18/audiencia-nacional-avala-campamento-puerto-ceuta-3433314/>
-
- 24** **Infobae / EFE · Albares avisa de que las reclamaciones marroquíes degradan la relación (8-IX) [§4, §7]** **PRESSE ESPAGNOLE**
- <https://www.infobae.com/espana/agencias/2026/09/08/albares-avisa-que-las-reclamaciones-marroquies-de-ceuta-y-melilla-degradan-la-relacion/>
-
- 25** **El Independiente · Albares sobre soberanía y conversaciones con Marruecos (28-VIII) [§5, §6]** **PRESSE ESPAGNOLE**
- <https://www.elindependiente.com/espana/2026/08/28/albares-soberania-espanola-ceuta-melilla-conversaciones-marruecos/>
-

-
- 26** **El Independiente · Ceuta y Melilla protagonizan la campaña electoral en Marruecos (13-IX) [§4]**
PRESSE ESPAGNOLE
<https://www.elindependiente.com/internacional/2026/09/13/ceuta-melilla-protagonizan-camp-ana-electoral-marruecos/>
-
- 27** **Infobae / EFE · La campaña para las legislativas marroquíes arranca marcada por una retórica nacionalista (10-IX) [§4, §7]** **PRESSE ESPAGNOLE**
<https://www.infobae.com/america/agencias/2026/09/10/la-campana-para-las-legislativas-mar-roquies-arranca-marcada-por-una-retorica-nacionalista/>
-
- 28** **Euronews · Italia prorroga otros 15 días los controles fronterizos con España (15-IX) [§5, §7]**
PRESSE ESPAGNOLE
<https://es.euronews.com/my-europe/2026/09/15/italia-prorroga-otros-15-dias-los-controles-fronterizos-con-espana>
-
- 29** **moncloa.com (média numérique) · Interior prorroga los controles con Italia (16-IX) [§7]**
PRESSE ESPAGNOLE
<https://www.moncloa.com/2026/09/16/interior-controles-fronterizos-schengen-italia-3432079>
-
- 30** **Infodefensa · Colomina: si España invoca el artículo 5 por Ceuta, la alianza respondería (17-IX) [§4]** **PRESSE ESPAGNOLE**
<https://www.infodefensa.com/texto-diario/mostrar/6019011/javier-colomina-representante-o-tan-vecindad-sur-cree-espana-invoca-articulo-5-agresion-ceuta-alianza-responderia>
-
- 31** **Ceutaldia · 33 millones de pérdidas por la crisis fronteriza de Ceuta (30-VIII) [§1, §4]**
PRESSE ESPAGNOLE
<https://www.ceutaldia.com/articulo/economia/33-millones-perdidas-tesis-fronteriza-ceuta-comercio-hosteleria-sufren-mayores-caidas/20260830153711319452.html>
-
- 32** **El Español · Sin sorpresas en las elecciones de Marruecos: gana el PAM en unos comicios marcados por la abstención, que fue del 61,9% (24-IX) [§1, §4, §7, §8B]** **PRESSE ESPAGNOLE**
https://www.elespanol.com/mundo/africa/20260924/sin-sorpresas-elecciones-marruecos-gana-pam-comicios-marcados-abstencion/1003744394988_0.html
-
- 33** **COPE · El PAM gana en Marruecos en unas elecciones marcadas por una abstención del 61,9% (24-IX) [§1, §4]** **PRESSE ESPAGNOLE**
https://www.cope.es/actualidad/internacional/noticias/pam-gana-marruecos-elecciones-marcadas-abrumadora-abstencion-61-alta-20-anos-20260924_3442609.html
-

- 34 donporque · ¿Quién ganó las elecciones de Marruecos y qué cambia para España? (24-IX) [\$4, \$7]** **PRESSE ESPAGNOLE**
<https://donporque.com/quien-gano-las-elecciones-de-marruecos-y-que-cambia-para-espana/>
-
- 35 Euronews · Ceuta: el Tarajal amanece en calma tras el llamamiento a una nueva entrada masiva (23-IX) [\$1, \$7]** **PRESSE ESPAGNOLE**
<https://es.euronews.com/2026/09/23/tarajal-amanece-calma-llamamiento-nueva-entrada-masiva>
-
- 36 Infobae / EFE · Normalidad en la frontera de Ceuta en el día del llamamiento a una nueva entrada masiva (23-IX) [\$1, \$7]** **PRESSE ESPAGNOLE**
<https://www.infobae.com/espana/agencias/2026/09/23/normalidad-en-la-frontera-de-ceuta-en-el-dia-del-llamamiento-a-una-nueva-entrada-masiva/>
-
- 37 El Cierre Digital · El CNI vigila la frontera ante posibles asaltos por las elecciones de Marruecos: 23-S, fecha «roja» en Ceuta y Melilla (22-IX) [\$1, \$7]** **PRESSE ESPAGNOLE**
<https://elcierredigital.com/investigacion/cni-vigila-frontera-ante-posibles-asaltos-por-elecciones-marruecos-23-s-fecha-roja-ceuta-melilla>
-
- 38 Canal Sur · La frontera de Ceuta y Melilla, blindadas y en calma el día de las elecciones en Marruecos (23-IX) [\$1, \$7]** **PRESSE ESPAGNOLE**
https://www.canalsur.es/noticias/espana/frontera-ceuta-melilla-blindada-calma_1_1438054.html
-
- 39 Infobae / EFE · Sánchez ve evidente que el control fronterizo de Marruecos falló en la crisis de Ceuta y asegura que pidió respuestas (22-IX) [\$1]** **PRESSE ESPAGNOLE**
<https://www.infobae.com/espana/agencias/2026/09/22/sanchez-ve-evidente-que-el-control-fronterizo-de-marruecos-fallo-en-la-crisis-de-ceuta-y-asegura-que-pidio-respuestas/>
-
- 40 moncloa.com (média numérique) · Vivas responde a Sánchez: el «asalto» de Ceuta fue «más que un fallo» y Marruecos colaboró (23-IX) [\$1]** **PRESSE ESPAGNOLE**
<https://www.moncloa.com/2026/09/23/vivas-ceuta-sanchez-marruecos-fallo-3436638/>
-
- 41 Infobae / EFE · España alerta ante convocatorias para cruzar a Ceuta a días de elecciones en Marruecos (21-IX) [\$1, \$7]** **PRESSE ESPAGNOLE**
<https://www.infobae.com/america/agencias/2026/09/21/espana-alerta-ante-convocatorias-para-cruzar-a-ceuta-a-dias-de-elecciones-en-marruecos/>
-
- 42 elEconomista · La crisis abierta en Ceuta recortará más de un 10 % el PIB de la ciudad [\$1]** **PRESSE ESPAGNOLE**

<https://www.eleconomista.es/actualidad/noticias/14012612/09/26/la-crisis-abierta-en-ceuta-recortara-mas-de-un-10-el-pib-de-la-ciudad-este-ano.html>

43 Nexotur · El sector ceutí reclama normalidad (CECE) [\$4] PRESSE ESPAGNOLE

<https://nexotur.com/el-sector-ceuti-reclama-normalidad-ante-una-situacion-sin-horizonte-temporal/>

44 El Faro de Melilla · Redes marroquies convocan una marcha para liberar Ceuta y Melilla el 20-S [\$7] PRESSE ESPAGNOLE

<https://elfarodemelilla.es/redes-marroquies-convocan-una-marcha-para-liberar-ceuta-y-melilla-el-20-s/>

45 UNITED24 Media · Sánchez vincula a Rusia e Israel con la desinformación en Ceuta [\$7] AUTRES

<https://united24media.com/es/world/sanchez-senala-a-rusia-israel-y-la-ultraderecha-global-por-los-bulos-que-dispararon-la-crisis-de-ceuta-22090>

46 Le360 (Maroc, français) · Les raisons du chaos migratoire à Fnideq-Sebta... [\$1, \$8] MÉDIAS MAROCAINS

https://fr.le360.ma/politique/les-raisons-du-chaos-migratoire-a-fnideq-sebta-et-pourquoi-le-statut-des-villes-occupees-devient-une_SB0BX5GVRVDPNBA50ZNUTJZVHQ/

47 Le360 (Maroc, français) · Affaire Sebta: quand un rapport sans fondements attise l'hystérie contre le Maroc [\$8] MÉDIAS MAROCAINS

https://fr.le360.ma/politique/affaire-sebta-quand-un-rapport-sans-fondements-attise-l-hysterie-contre-le-maroc_XIMLZTLSTFDA3JYM62VTDKDS4I/

48 Le360 (Maroc, français) · Fnideq sous haute surveillance... (13-VIII) [\$7] MÉDIAS MAROCAINS

https://fr.le360.ma/politique/fnideq-sous-haute-surveillance-acces-a-bab-sebta-interdit-aux-non-voyageurs_OM4NDZIUWJDNRKZTUMSAFE072Q/

49 OIE (Université de Grenade) · Situación actual de Ceuta (corte 19-IX); proyecto académico personal [\$2] UNIVERSITAIRE / PROJET INDÉPENDANT

<https://www.ugr.es/~maleixan/oie/ceuta.html>

50 CESEDEN (ministère de la Défense) · Panorama estratégico 2026, cap. 6 «El Magreb en 2025», M. Hernando de Larramendi (9-IV-2026) [\$3, \$4, \$5, \$6, \$8, \$10] INSTITUTIONNELLES ET OFFICIELLES

https://www.defensa.gob.es/documents/2073105/3799454/PE2026_Capitulo6.pdf/4d41e48c-edc7-f187-97cd-70bafcbfd4ec?t=1775725226202

51 CESEDEN (ministère de la Défense) · Ficha de la publicación Panorama estratégico 2026 [§10]

INSTITUTIONNELLES ET OFFICIELLES

<https://www.defensa.gob.es/ceseden/-/panorama-estrategico-2026>**52 House of Commons Library · Ceuta: Migrant crossings and European reaction [§2]**

AUTRES

<https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-10987/>**53 El Progreso · Graves disturbios en Ceuta: 12 detenidos por apedrear un vehículo militar (27-VIII) [§2, §5, §7]**

PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.elprogreso.es/articulo/espana/directo-graves-disturbios-ceuta-12-detenidos-a-pedrear/202608271417071994295.html>**54 Euronews · Clashes in Ceuta a month after mass migrant influx (27-VIII) [§2, §5, §7]**

AUTRES

<https://www.euronews.com/my-europe/2026/08/27/clashes-in-spains-ceuta-month-after-mass-migrant-influx-residents-try-to-block-red-cross-a>**55 Público · Marruecos rechaza ser utilizado como «chivo expiatorio» (10-IX) [§1, §4, §6, §8B]**

PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.publico.es/internacional/rabat-acusa-espana-utilizar-marruecos-chivo-expiatorio-ajustes-cuentas-politicos.html>**56 El Independiente · Marruecos amenaza con «tensiones recurrentes» (10-IX) [§4, §7, §8B]**

PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.elindependiente.com/internacional/2026/09/10/marruecos-amenaza-con-tensiones-recurrentes-si-continua-la-ceguera-estrategica-en-espana/>**57 Mundiario · Marruecos niega su culpa en el salto a Ceuta (11-IX) [§8B]**

PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.mundiario.com/articulo/politica/marruecos-niega-culpa-salto-ceuta-dispara-pp-avisa-mas-tensiones/20260911121227440482.html>**58 Demócrata · Marruecos eleva el tono por Ceuta y la nacionalidad saharai [§7]**

PRESSE ESPAGNOLE

<https://www.democrata.es/politica/marruecos-amenaza-espana-tensiones-ceuta-nacionalidad-saharai/>**59 AMDH (Maroc, arabe) · Declaración de prensa sobre Ceuta y Melilla (8-VIII) [§8B]**

MÉDIAS MAROCAINS

<https://amdh.org.ma/7098/>

-
- 60** **Hespress (Maroc, arabe) · Acuerdo Marruecos-España para el retorno de los migrantes (30-VII) [§8B]** MÉDIAS MAROCAINS
- <https://www.hespress.com/%D8%A7%D8%AA%D9%81%D8%A7%D9%82-%D8%A8%D9%8A%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8-%D9%88%D8%A5%D8%B3%D8%A8%D8%A7%D9%86%D9%8A%D8%A7-%D9%8A%D8%B9%D9%8A%D8%AF-%D8%AC%D9%85%D9%8A%D8%B9-%D8%A7%D9%84-1784944.ht>
-
- 61** **achtari24 (Maroc, arabe) · Detenciones cerca de Ceuta (15-VIII) [§8B]** MÉDIAS MAROCAINS
- <https://achtari24.com/%D8%A5%D8%AD%D8%A8%D8%A7%D8%B7-%D9%85%D8%AD%D8%A7%D9%88%D9%84%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D9%87%D8%AC%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D9%85%D8%A7%D8%B9%D9%8A%D8%A9-%D8%AA%D9%88%D9%82%D9%8A%D9%81-294.html>
-
- 62** **Yabiladi · After U.S. lawmakers, MEPs challenge «Spanish sovereignty» over Ceuta (16-IX) [§7, §8B]** MÉDIAS MAROCAINS
- <https://en.yabiladi.com/articles/details/202968/after-lawmakers-meps-challenge-spanish.html>
-
- 63** **Hespress EN (cite Politico) · US reaffirms Spain's sovereignty over Ceuta, Melilla [§8B]** MÉDIAS MAROCAINS
- <https://en.hespress.com/143499-us-reaffirms-spains-sovereignty-over-ceuta-melilla-distances-itself-from-congressional-report.html>
-
- 64** **Morocco World News · US congressional committee describes Ceuta, Melilla as «located in Moroccan territory» (4-V) [§8B]** MÉDIAS MAROCAINS
- <https://www.moroccoworldnews.com/2026/05/289832/us-congressional-committee-describes-ceuta-melilla-as-located-in-moroccan-territory/>
-
- 65** **Foreign Policy · What Morocco Was Saying to Spain in Ceuta (11-VIII) [§8B]** AUTRES
- <https://foreignpolicy.com/2026/08/11/morocco-spain-ceuta/>
-
- 66** **France 24 · Trump blames Spain for migrant chaos (31-VII) [§8B]** AUTRES
- <https://www.france24.com/en/europe/20260731-trump-blames-spain-for-migrant-chaos-despite-return-of-tens-of-thousands-to-morocco>
-
- 67** **Euronews · Trump calls Ceuta migrant surge «terrible» (31-VII) [§8B, §10]** AUTRES
- <https://www.euronews.com/my-europe/2026/07/31/trump-calls-ceuta-migrant-surge-terrible-as-white-house-blames-far-left>
-

- 68 Times of Israel · Israel's UN envoy sparks Spain spat (4-VIII) [\$8B]** **ISRAËL**
<https://www.timesofisrael.com/israels-un-envoy-sparks-spain-spat-with-accusation-of-colonial-enclaves-in-africa/>
-
- 69 Times of Israel · Spanish PM accuses Israel, Russia of spreading disinformation (31- VIII) [\$8B]** **ISRAËL**
<https://www.timesofisrael.com/spanish-pm-accuses-israel-russia-of-spreading-disinformation-around-ceuta-migrant-crisis/>
-
- 70 JNS (ligne éditoriale favorable à Israël) · Danon accuses Spain of hypocrisy (31-VII) [\$8B]** **ISRAËL**
<https://www.jns.org/news/world/danon-accuses-spain-of-hypocrisy-after-it-deploys-military-to-moroccan-enclave>
-
- 71 New York Metropolitan · «Morocco feels emboldened» (6-VIII); média d'origine non identifié [\$8B]** **AUTRES**
<https://newyorkmetropolitan.com/morocco-feels-emboldened-trumps-influence-in-spotlight-after-ceuta-disaster/>
-
- 72 El Faro de Ceuta · La Audiencia condena a Deu y Mateos por prevaricar con la devolución de menores (11-IX-2025) [\$10]** **PRESSE ESPAGNOLE**
<https://elfarodeceuta.es/audiencia-condena-deu-mateos-prevaricar-devolucion-menores/>
-
- 73 COPE · Condenadas por prevaricación dos exautoridades de Ceuta (11-IX-2025) [\$10]** **PRESSE ESPAGNOLE**
https://www.cope.es/actualidad/espana/noticias/condenadas-prevaricacion-dos-exautoridades-ceuta-repatriar-55-menores-2021-20250911_3212436.html
-
- 74 Boston Globe (opinion) · The border lesson Trump misses in Ceuta (3-VIII) [\$10]** **ÉTATS-UNIS**
<https://www.bostonglobe.com/2026/08/03/opinion/morocco-ceuta-spain-migrants-trump/>
-
- 75 BOE · Real Decreto 681/2026, de 25 de agosto, por el que se declara la situación de interés para la seguridad nacional en la ciudad de Ceuta (26-VIII) [\$2, \$4, \$7]** **INSTITUTIONNELLES ET OFFICIELLES**
https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2026-18149
-
- 76 La Moncloa (Gouvernement) · El Gobierno refuerza la coordinación de las actuaciones para recuperar la normalidad en Ceuta (25-VIII) [\$2, \$4]** **INSTITUTIONNELLES ET OFFICIELLES**

<https://www.lamoncloa.gob.es/consejodeministros/resumenes/paginas/2026/250826-rueda-prensa-ministros.aspx>

- 77 **Newtral · Qué implica el mando único que el Consejo de Ministros ha aprobado para Ceuta (25-VIII) [§4]** VÉRIFICATEURS DE FAITS

<https://www.newtral.es/mando-unico-ceuta-consejo-ministros/20260825/>

- 78 **La Moncloa (Gouvernement) · España y Argelia acuerdan impulsar una nueva etapa en su relación bilateral (20-VII) [§5, §7, §8]** INSTITUTIONNELLES ET OFFICIELLES

<https://www.lamoncloa.gob.es/presidente/actividades/paginas/2026/200726-sanchez-visita-argelia-.aspx>

- 79 **Atalayar · Pedro Sánchez begins his official tour of Algeria following four years of diplomatic rift (20-VII) [§8]** AUTRES

<https://www.atalayar.com/en/articulo/politics/pedro-sanchez-begins-his-official-tour-of-algeria-following-four-years-of-diplomatic-rift/20260720164503227866.html>

- 80 **BOE · Real Decreto 706/2026, de 1 de septiembre, que modifica el RD 681/2026 (2-IX) [§4]** INSTITUTIONNELLES ET OFFICIELLES

https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2026-18430

- 81 **BOE · Real Decreto 705/2026, de 26 de agosto, Declaración de Recursos, y RD 718/2026 que lo modifica [§4]** INSTITUTIONNELLES ET OFFICIELLES

https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2026-18508

- 82 **Congress.gov · H. Rept. 119-631, National Security, Department of State, and Related Programs Appropriations Bill, 2027 [§7, §8B]** INSTITUTIONNELLES ET OFFICIELLES

<https://www.congress.gov/committee-report/119th-congress/house-report/631/1>

- 83 **GovInfo · H. Rept. 119-631 (PDF) [§7, §8B]** INSTITUTIONNELLES ET OFFICIELLES

<https://govinfo.gov/content/pkg/CRPT-119hrpt631/pdf/CRPT-119hrpt631.pdf>



CONSULTING GROUP

Analyse de renseignement

Sans finalité commerciale · Sources ouvertes

© 2026 J&H Consulting Group. Usage restreint aux destinataires désignés ; document non classifié. Analyse sans finalité commerciale ni contrepartie, élaborée à partir de sources ouvertes ; elle ne requiert ni ne suppose l'accès à des informations non publiques. Elle distingue les faits vérifiés, les jugements analytiques et les estimations ; elle ne constitue pas un conseil juridique.

Élaboration : cette analyse a été réalisée avec le soutien d'outils d'intelligence artificielle pour la recherche, l'organisation et la vérification de sources ouvertes, sous la direction éditoriale de la personne responsable indiquée. Celle-ci a défini les critères, corrigé le contenu et approuvé la version finale, conformément à la méthodologie et aux protocoles de véracité et de transparence de J&H, et en assume la responsabilité éditoriale.